

EN 2019, PLUS DE PRODUCTION, MOINS DE SOCIAL...

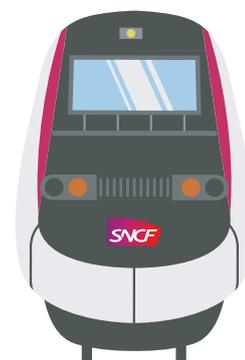
Lors du CCGPF du 19 décembre, la SNCF a présenté son budget 2019. Un budget toujours marqué par une nouvelle saignée dans l'emploi. Tout, sauf une surprise pour la CFDT, qui a évidemment voté contre, comme ces quatre dernières années. La grande absente de cette équation budgétaire, c'est la perspective sociale.



Voici la dangereuse équation à laquelle les cheminots déjà mis à rude épreuve ces dernières années vont devoir faire face avec un risque accentué de troubles psychosociaux.

Y A-T-IL ENCORE UN PILOTE RESPONSABLE DANS LE TRAIN ?

Pour la CFDT il ne peut pas exister d'outil industriel ferroviaire au service de nos concitoyens sans ressources humaines. En remettant à après-demain la quête de sens avec la construction d'un projet social avec les cheminots, l'entreprise et l'État risquent d'accroître la fracture sociale cheminote très largement mise à mal ces dernières années. Alors que l'enjeu de l'ouverture à la concurrence impose l'engagement et la fidélisation des salariés, l'entreprise a d'envoyer un message de démobilité en laissant le GPF sans perspectives sociales. ●●



COMMENT SE TRADUIT CETTE INEPTIE BUDGÉTAIRE DANS CHAQUE ÉPIC ?



À L'ÉPIC DE TÊTE

Avec des objectifs de suppression de postes supérieurs à ceux de 2018 (150 emplois de plus), derrière la recherche de gains de productivité « à tout prix », les tenants de l'orthodoxie comptable sont aux aguets alors que l'entreprise connaît de meilleures rentrées d'argent (+ 230 millions d'euros).

L'ABERRATION EST POUSSÉE À SON PAROXYSMES À LA SUGE

Dans certaines gares, plus d'agent Suge pour cause « d'heures de production déjà consommées ». Un comble, alors que notre pays vient d'être frappé par un nouvel attentat et connaît le niveau le plus élevé du dispositif Vigipirate. Il ne faut pas s'étonner à ce que ces agents s'organisent spontanément par eux-mêmes pour demander des comptes à la direction. Un avant-goût de la représentation sociale voulue par une direction adepte du dialogue social low-cost avec la mise en place des CSE. ●●



À L'ÉPIC MOBILITÉS

Les indicateurs d'activités sont au vert. Fret, Transilien, Voyages et TER enregistrent de 7 à 8 % supplémentaires, grâce à une augmentation de l'investissement de 1,3 milliard d'euros en faveur de l'aménagement des gares, de l'information voyageurs et de l'achat de matériel. Mobilités devra faire face à une augmentation des péages demandée par l'État actionnaire, qui se veut engagé dans les enjeux de mobilités durables.

L'ADDITION PAYÉE PAR LES CHEMINOTS EST TRÈS LOURDE

2 095 postes supprimés avec un plan de départ volontaire et une recherche quasi obsessionnelle de diminution du coût par agent comme l'illustre la récente démarche de l'entreprise de remettre en cause les allocations de déplacements. Sans doute faut-il y voir un lien avec l'ouverture à la concurrence et l'intégration des allocations dans le calcul de la rémunération en cas de transfert que la CFDT a obtenu à l'issue du conflit historique du printemps dernier. ●●



À L'ÉPIC RÉSEAU

Sous fond de reprise de la dette par l'État actionnaire, le budget consacré à la sécurité souffre du désengagement de l'État. Faute de choisir, notamment pour les projets régionaux, l'État fait porter la responsabilité sur Réseau.

RÉSULTAT, UN DÉFICIT PORTÉ PAR RÉSEAU

Il y a quelques mois, le gouvernement vantait à l'opinion publique les vertus d'une réforme du ferroviaire soucieuse des deniers publics et de sa dette grandissante. ●●

